



Syndicat des Personnels
du Réseau International du Ministère
de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et Numérique

139 rue de Bercy - bâtiment Vauban - Télédéc 627 - 75572 Paris Cedex 12
sprim-fo@dgtresor.gouv.fr - Tél. : 01.53.18.83.03 - www.sprim-fo.org

Revue de presse du 10 janvier 2024

Presse – Actualités

- [Plus jeune Premier ministre de la Ve République, Attal poursuit son ascension - Challenges](#)
- [Commerce mondial : une croissance de 3 % en 2024 et des gains à l'export pour l'Europe \(Allianz Trade\) – Le Moci](#)
- [Le déficit du commerce extérieur français encore attendu à plus de 100 milliards d'euros en 2023 - Les Echos](#)
- [Royaume-Uni : la grève la plus longue de l'histoire de l'hôpital public révélatrice de sa crise - Challenges](#)
- [Une loi en préparation pour renforcer l'attractivité financière de Paris - Les Echos](#)

ARTICLES DE PRESSE

Plus jeune Premier ministre de la Ve République, Attal poursuit son ascension - Challenges

A 34 ans, Gabriel Attal a été nommé mardi 9 janvier Premier ministre. Au sommet dans les sondages, l'ancien ministre de l'Education nationale, qui y aura œuvré environ six mois, conjugue bien des talents pour remplacer Élisabeth Borne.

Un élixir nommé Attal. En nommant à Matignon le plus jeune Premier ministre de l'histoire de la Ve République, Emmanuel Macron abat sa meilleure carte pour tenter de relancer un second quinquennat chahuté. Alors que le bloc majoritaire s'est fissuré à l'Assemblée autour de la loi immigration et que le gouvernement subit chaque jour les difficultés de la majorité relative au Parlement, le chef de l'Etat a choisi de s'en remettre à son ambitieux ministre de l'Education nationale pour trouver un nouveau souffle. Avec sa communication léchée et son parcours aux allures de météore, Gabriel Attal, passé en quatre ans de porte-parole à chef du gouvernement, aura la lourde tâche de raviver un macronisme en proie au doute. Et de défendre les couleurs de la majorité aux élections européennes face au Rassemblement national de Jordan Bardella.

Un chef pour les Européennes ?

Pour ce faire, l'élu des Hauts-de-Seine a plus d'un atout dans sa manche. Il est d'abord la personnalité politique préférée des Français. Après avoir détrôné l'ancien Premier ministre Edouard Philippe dans le dernier baromètre Ipsos, sa cote ne cesse de grimper. Et dans la perspective d'un remaniement, c'est lui, à 36 %, que ses concitoyens considéraient comme le plus à même de succéder à Élisabeth Borne, devant le ministre de l'Economie Bruno Le Maire (31 %). Sa cote a explosé à la faveur de son accession en juillet dernier au ministère de l'Education nationale, où il a réalisé un quasi-sans-faute en annonçant l'interdiction des abayas dans les établissements scolaires ou en s'attaquant au tabou du harcèlement scolaire. Autant de prises de position tranchantes et marquées du sceau de l'autorité, qui voient l'impétrant pratiquer son propre « en même temps ».

Issu de la gauche, après avoir milité au Parti socialiste entre 2006 et 2016 et appartenu au cabinet de la ministre de la Santé Marisol Touraine, Gabriel Attal est aussi devenu, en quelques mois, le ministre préféré des sympathisants de droite, avec 61 % d'opinions favorables selon un sondage d'Odoxa. Loyal sans être servile, plus politique que « techno », le nouveau chef du gouvernement tranche avec ses prédécesseurs, qui semblaient avant tout choisis pour ne pas faire d'ombre au monarque républicain. « S'il apparaît proche de l'héritage macronien, il est parvenu à s'autonomiser », indique le directeur général de l'Ifop, Frédéric Dabi.

Au moment où la liste de la majorité pour les Européennes est en perte de vitesse dans les sondages, reléguée 10 points derrière le Rassemblement national, la nomination de Gabriel Attal pourrait inverser la dynamique. En tant que chef de la majorité, c'est lui autant que la

tête de liste Renaissance – en attente de désignation – qui mènera la campagne. Et déjà le match s’installe avec une autre figure juvénile, le président du RN Jordan Bardella, contre lequel Gabriel Attal a déjà eu plusieurs fois l’occasion de ferrailler sur les plateaux de télévision.

« Roi de la punchline »

Et, ça tombe bien, la joute oratoire est comme une deuxième nature chez Attal. Connus dans toute la macronie comme « le roi de la punchline » depuis qu’il est élu député en 2017, il court tous les plateaux télé pour défendre la politique du président Macron. Entré au gouvernement en 2018 comme secrétaire d’Etat à la Jeunesse, au côté du chouchou d’alors, Jean-Michel Blanquer, c’est bien le seul au lendemain de l’attaque de l’Arc de Triomphe par les « gilets jaunes », à oser se montrer sur France 2. C’est sa force et sa faiblesse : le jeune « padawan », comme il s’était lui-même présenté à Blanquer, « aime un peu trop les médias » d’après son maître Jedi.

C’est sa grande différence avec Élisabeth Borne, sa maîtrise de la communication. Frédéric Dabi le résume ainsi : « Alors que deux Français sur trois ne le connaissaient pas en 2019, il est devenu plus visible avec le porte-parolat du gouvernement puis au ministère des Comptes publics, où il a cranté les classes moyennes avec des messages ciblés. Et il dispose d’un entourage hautement qualifié. »

Une équipe rapprochée avec laquelle il monte des coups sur des thèmes jugés porteurs politiquement, grâce à un « pif politique », développé durant sa jeunesse auprès d’un père soixante-huitard, que tous lui reconnaissent aujourd’hui. Au Budget, il annonce que le fisc contrôlera tous les deux ans les cent premières capitalisations boursières françaises. Vendueuse, mais impraticable, la mesure ressortira nettement édulcorée. Rue de Grenelle, il engage une réforme tous azimuts du collège, créant notamment des groupes de besoins en maths et en français ou un nouveau niveau, la prépa lycée, pour les élèves ayant échoué au brevet des collèges. Des milliers de postes sont nécessaires ? L’avantage d’une comète, c’est qu’elle ne reste pas longtemps en place : Attal n’est déjà plus là pour assumer ces promesses.

La voix de son maître

« Quand on ne le connaît pas, il peut passer pour une étoile filante, quelqu’un de lisse au parcours facile, confiait son amie Mayada Boulos, qui fut la communicante de Jean Castex. Mais il a eu des obstacles dans sa vie. Il a une vraie profondeur. » Et son itinéraire ultrarapide sous les ors de la République lui a aussi donné les galons et l’expérience qui manquent à son âge. Ses mois au porte-parolat lui ont ouvert les portes, à 32 ans, de tous les conseils de défense, cénacle confidentiel réservé aux poids lourds du gouvernement. Il entre dans le cœur du pouvoir. Porte les décisions politiques les plus difficiles des dernières décennies. Et approche les grands fauves politiques de la Macronie, Le Drian, Le Maire, Darmanin... dont il connaît les marottes et les lignes rouges, des points utiles à Matignon. Au Budget, il a chapeauté son premier gros bataillon de fonctionnaires syndiqués. Un bon entraînement à la négociation sociale qu’il a peaufiné ensuite rue de Grenelle, la plus grosse administration de France, plus d’un million d’agents publics. Cette capacité au dialogue a joué aussi dans la balance.

Mais au bout du chemin parcouru, on peine à reconnaître les convictions du bonhomme. Sa doctrine en matière de comptes publics n’a pas percé de ses mois à Bercy. Son idée des

inégalités scolaires, pas davantage de son passage rue de Grenelle. Alors, à Matignon, quelle ligne défendra-t-il sur les grands enjeux de la suite du quinquennat ? La fin de vie ? La transition écologique ? L'intelligence artificielle ? Doté d'une grande souplesse intellectuelle, l'antithèse d'Élisabeth Borne portera, comme il le fait depuis son entrée en macronie, la voix de son maître.

* * *

Commerce mondial : une croissance de 3 % en 2024 et des gains à l'export pour l'Europe (Allianz Trade) – Le Moci

Après une année 2023 difficile, les échanges internationaux devraient repartir cette année avec pour toile de fond une reprise de la croissance mondiale tirée par l'Asie, estime Allianz Trade dans ses dernières prévisions pour le commerce mondial. L'Europe, et notamment la France, devraient enregistrer des gains à l'exportation.

Il y a un an encore, les observateurs du commerce international tablaient sur une reprise de l'activité courant 2023. Finalement, cette année s'est conclue par une contraction de -0,4 % du volume des échanges en glissement annuel. L'étude d'Allianz Trade souligne que les conditions d'un redémarrage étaient pourtant réunies : baisse du prix de l'énergie, fin des restrictions liée à la pandémie de Covid et espoir en un rebond économique en Chine... Pourtant, un an plus tard, **l'Amérique latine** est la seule région du monde à avoir vu ses exportations augmenter à un rythme supérieur aux prévisions de l'assureur-crédit. Toujours engluée dans une conjoncture difficile mêlant une inflation persistante et une demande internationale atone, **l'Europe** n'est pas encore parvenue à relancer pleinement les échanges avec ses partenaires commerciaux. Force est de constater que le secteur manufacturier se débat avec des cours de l'énergie toujours élevés et continue de déstocker. Selon les économistes d'Allianz Trade, ce phénomène de **déstockage** devrait prendre fin en 2024, relançant la demande et les échanges internationaux. Ils anticipent **une croissance de 3 % en volume** du commerce mondial par rapport à 2023 et la fin de la récession commerciale en Europe.

En France, des gains à l'exportation de 36 milliards d'euros

Cette dernière devrait enregistrer des **gains à l'exportation** : +80 milliards de dollars (Md USD) pour l' **Allemagne**, +45 Md USD pour l'**Italie**, +39 Md USD (35,7 Md EUR) pour la **France** et +38 Md USD pour les **Pays-Bas**. Si Allianz Trade estime que « *ces gains ne représentent pas des coups de pouce considérables pour leurs économies nationales respectives, ils s'additionnent pour contribuer de manière significative au rebond du commerce mondial* ».

Mais c'est l'**Asie** qui devrait mener cette reprise des échanges. Malgré les difficultés qu'elle rencontre actuellement et son repli depuis la crise sanitaire, l'économie chinoise devrait résister et les exportations augmenter de 4 % cette année.

L'ensemble de la région, Pacifique inclus, **enregistrera la plus forte croissance du PIB en 2024** : 4 %, soit presque le double de la croissance mondiale (2,4 %). La Chine (4,6 %) et l'Inde (6,3 %) feront la course en tête. Des rythmes bien inférieurs à ceux qu'enregistreront le Vieux et le Nouveau continents.

Atterrissage de la croissance américaine et lente reprise en Europe

Après une hausse de 2,4 %, les PIB des **États-Unis** décélérera en effet à 1,4 %, avec un point bas avoisinant 0 % aux deuxième et troisième trimestres. En cause : des taux d'intérêt toujours élevés, un ralentissement de l'investissement et des consommateurs moins prompts à piocher dans leur épargne. Plus au Sud, l'**Amérique latine** affichera une croissance en hausse de 1,7 % contre 2,4 % en 2023.

A l'inverse, la croissance de **la zone euro** (0,5 % en 2023) devrait sortir de la stagnation au second semestre pour atteindre à +0,8 % cette année et +1,7 % en 2025. Cette **lente reprise** reposera en partie sur l'atténuation du resserrement monétaire, la baisse des prix de l'énergie et un retour de la consommation des ménages.

« *La zone euro est loin derrière les États-Unis en termes d'activité économique. Heureusement, certains indicateurs laissent entrevoir un retournement de situation*, estime l'assureur-crédit. La croissance du salaire nominal, couplée à une baisse de l'inflation, devrait soutenir les salaires réels, ce qui pourrait revigorer la demande des consommateurs.

Une reprise à l'épreuve de l'attentisme

Selon Allianz Trade, **l'inflation mondiale** devrait s'établir à 4,6 % fin 2024, soit un recul de -2 points par rapport à fin 2023 (6,6 %). Un nouveau recul est attendu en 2025, cette fois de -1 point (3,6 %). La tendance sera particulièrement prononcée aux États-Unis, avec un recul de l'inflation attendu de -3,3 points en 2024 (3,8 % contre 7,1 % en 2023) et de -3 points en zone euro (2,5 % contre 5,5 % en 2023). Dans ce contexte, les banques centrales pourraient effectuer leur pivot plus tôt que prévu, à l'été 2024, de façon progressive. Fin 2024 **les taux d'emprunt** devraient atteindre 4,5 % aux États-Unis, 3,5 % en zone euro et 4,5 % au Royaume-Uni. Enfin, ces prévisions demeureront suspendues à l'évolution des **tensions géopolitiques** actuelles (Ukraine, Taiwan, Moyen-Orient...) et à l'**incertitude politique** qui pèse sur de nombreux pays. **En 2024, 60 % du PIB mondial seront concernés par des élections**, et aucune région ne sera épargnée : élections au Parlement européen, en Europe (Finlande, Croatie, Portugal, Belgique, Autriche...), législatives au Royaume-Uni, présidentielles aux États-Unis, en Asie (Taiwan, Indonésie, Inde, Corée du Sud) et en Amérique Latine (Mexique, Uruguay). De quoi générer un certain attentisme de la part des ménages, des entreprises et des investisseurs.

Sophie Creusillet

Le déficit du commerce extérieur français encore attendu à plus de 100 milliards d'euros en 2023 - Les Echos

En novembre, sur douze mois, le déficit extérieur de la France sur les échanges de biens s'est élevé à 110,3 milliards d'euros ont indiqué ce mardi les Douanes. Seule une légère amélioration est espérée en 2024.

Le commerce extérieur reste un des points noirs de l'économie française. Malgré un net redressement après le déficit commercial historique [de 164 milliards d'euros](#) enregistré en 2022, l'année 2023 sera un mauvais millésime. En novembre, sur douze mois, le déficit extérieur sur les échanges de biens s'est élevé à 110,3 milliards d'euros ont indiqué ce mardi les Douanes. Le gouvernement table sur un solde négatif de 105 milliards d'euros en 2023, puis de 95 milliards en 2024. A titre de comparaison, le déficit commercial de la France était inférieur à 60 milliards d'euros [en 2019](#), avant la crise sanitaire.

Pour le deuxième mois consécutif, en novembre, la balance commerciale s'est néanmoins améliorée. Le déficit - moyen sur trois mois - a été ramené à 7,4 milliards d'euros, après 7,7 milliards en octobre. Dans le détail, les exportations

ont augmenté de 200 millions, à 49,6 milliards d'euros, tandis que les importations se sont réduites de 100 millions à 57 milliards.

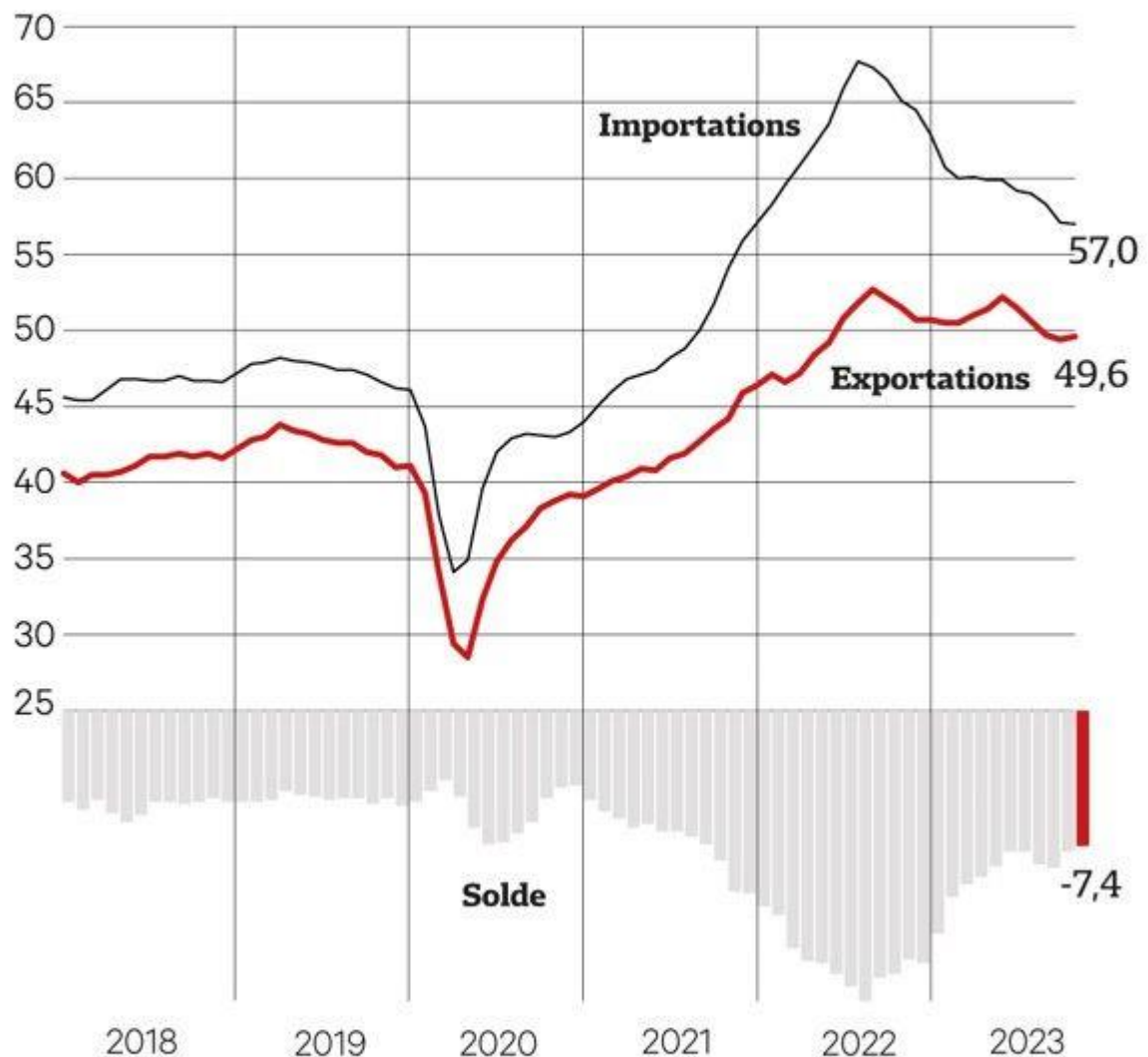
La facture énergétique se réduit

[Comme depuis de longs mois](#), la chute des prix du pétrole et du gaz importés, après la flambée provoquée par la guerre en Ukraine en 2022, a contribué à alléger la facture énergétique de l'Hexagone. Elle accuse toutefois encore un déficit mensuel de 5 milliards d'euros. Si la France a pu [vendre davantage d'électricité](#) à l'étranger grâce à une production de nouveau excédentaire, les exportations françaises d'énergie sont « restées stables en valeur » selon les Douanes, les prix sur les marchés ayant eux aussi reculé.

En novembre, le déficit hors énergie a lui aussi diminué. A 4,3 milliards d'euros, il demeure néanmoins nettement plus important qu'en 2019, où il était plus proche de 3 milliards par mois.

Le commerce extérieur français en novembre

Echanges FAB/FAB, en moyenne mobile 3 mois, en milliards d'euros



SOURCE : DOUANES



« Le rattrapage dans le secteur aéronautique est lent et progressif. De ce fait, les ventes à l'étranger n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant-crise et les excédents sont plus faibles. Par ailleurs, les déficits restent élevés dans des secteurs comme l'automobile, l'industrie alimentaire ou les biens intermédiaires », analyse Stéphane Colliac, économiste chez BNP Paribas.

« Si la réouverture de l'économie chinoise soutient les exportations tricolores dans les secteurs du luxe et l'aéronautique, le ralentissement économique dans la zone euro pèse sur les relations commerciales, en particulier avec l'Allemagne et l'Italie », explique encore l'expert.

Contribution positive

En 2023, malgré un environnement international peu favorable, le commerce extérieur est néanmoins venu à la rescousse de l'activité en contribuant à hauteur de 0,6 point à la croissance au PIB, selon les prévisions de Bercy. Ce, grâce à la hausse « solide » des exportations (+2,1 % attendus) et à la quasi-stagnation des importations.

Le gouvernement mise sur une nouvelle amélioration des performances à l'exportation pour soutenir la croissance cette année. Dans ses projections, les ventes de la France à l'étranger progresseraient de 3,5 % en 2024, soit un peu plus vite que le commerce mondial ([+3,3 % selon l'OMC](#)). La contribution du commerce extérieur au PIB serait ainsi légèrement positive de +0,1 point. Entre le conflit au Proche-Orient et en Ukraine, et les troubles en mer Rouge, l'évolution du contexte géopolitique mondial sera néanmoins décisif et pourrait changer la donne.

Nathalie Silbert

* * *

Royaume-Uni : la grève la plus longue de l'histoire de l'hôpital public révélatrice de sa crise - Challenges

Ce mardi matin s'est achevée une nouvelle grève sans succès des internes en médecine britanniques, la plus longue de l'histoire du système de santé public (NHS). Ils réclament toujours une revalorisation de 35 % de leur salaire, qui aurait baissé d'un quart depuis 2008, alors que l'hôpital public traverse une grave crise.



Des dizaines de milliers de rendez-vous médicaux ont dû être annulés ou reportés en raison de la grève de six jours des internes britanniques

AFP / JUSTIN TALLIS

« Le gouvernement a la possibilité de montrer aux médecins qu'ils ont toujours un avenir dans ce pays », ont déclaré mercredi dernier les médecins Robert Laurenson et Vivek Trivedi, représentants du syndicat British Medical Association (BMA), au début de la plus longue grève du système de santé public britannique (NHS). Mais six jours plus tard, les « junior doctors » — équivalents des internes en France — n'ont toujours pas obtenu gain de cause.

Au moment où le NHS, qui a fêté ses 75 ans l'année dernière, traverse une grave crise et où le « moral des professionnels de santé est au plus bas », le syndicat médical réclame une augmentation de 35 % des revenus des internes, dont le salaire réel moyen aurait baissé de 26 % depuis 2008. Avec aucun accord trouvé, la dixième grève de ces médecins depuis mars s'achève dans un pays où « 8 millions de patients sont sur liste d'attente pour recevoir un rendez-vous médical », précise Laurie Rachet-Jacquet, économiste au REAL Centre de la Health Foundation.

Source d'inquiétude

En mars dernier, la BMA avait défrayé la chronique en assurant qu'il était préférable économiquement de « servir des cafés que de sauver des patients ». En cause : un salaire moyen pour les jeunes médecins de 14,09 livres sterling de l'heure contre 14,10 pour les baristas d'une chaîne de café dont le salaire a été augmenté de 19 % en 2023.

Malgré plusieurs piquets de grèves et négociations avec le gouvernement, le syndicat n'a obtenu à la fin de l'année qu'une augmentation des salaires de 3 % en plus des 8,8 % déjà annoncés durant l'été. Une proposition refusée dans l'attente d'obtenir une « offre raisonnable » avec la nouvelle grève de ces derniers jours.

Mais pour Rishi Sunak, Premier ministre britannique, cette grève, qui s'est déroulée lors d'une des semaines les plus chargées de l'année pour les hôpitaux, a été « source de beaucoup d'inquiétudes ». L'année dernière, les grèves à répétition avaient causé

l'annulation ou le report de plus d'un million de rendez-vous médicaux, suscitant la crainte chez de nombreux patients à risque. Victoria Atkins, ministre de la Santé, a rappelé qu'elle ne négocierait pas tant que des grèves auraient lieu.

Crise majeure du milieu médical anglais

La grève des internes anglais, au nombre de 70 000, s'inscrit dans un contexte de revendications des travailleurs du NHS plus général. En décembre 2022, les infirmières avaient fait grève pour la première fois de l'histoire. L'année dernière, les « consultants », des médecins plus expérimentés, avaient également débrayé pour obtenir une hausse de 4,95 % de leurs salaires en plus d'une augmentation initiale de 6 % prévue.

Laurie Rachet-Jacquet explique que ces séries de revendications sont notamment dues aux « politiques d'austérité mises en place depuis la crise financière de 2008 » qui ont provoqué une « baisse des salaires de l'hôpital public et de son personnel médical », aujourd'hui contraint de travailler dans des conditions « très difficiles ». En effet, tandis que l'inflation a bondi, les salaires ont été « gelés », provoquant la baisse de ces derniers en termes réels, souligne Elaine Kelly, économiste et directrice assistante du REAL Centre.

Manque de médecins

Autre conséquence majeure des problèmes structurels du NHS : la pénurie de médecins. Dix pour cent des postes dans les hôpitaux sont vacants et les spécialistes sont de plus en plus rares. Ces dix dernières années, le nombre de médecins britanniques qui ont décidé de partir exercer à l'étranger a drastiquement augmenté. Tandis qu'en 2010, 13 % d'entre eux quittaient leur pays, ils étaient 15 % en 2020, rapporte le *Financial Times*. A titre de comparaison, seuls 3 % des médecins français ont pris cette décision en 2020.

Dans un rapport publié en décembre dernier, le Royal College of Ophthalmologists, l'interprofessionnelle des ophtalmologues, met en garde sur la proportion grandissante des traitements spécialisés pris en charge par le secteur privé, au sein duquel les salaires sont plus élevés.

Des observations qui pointent encore une fois du doigt le manque de financement du NHS qui peine de plus en plus à satisfaire ses travailleurs. Au premier rang : ses plus jeunes médecins dont le syndicat BMA a déjà planifié de nouvelles grèves pour les mois à venir.

* * *

Une loi en préparation pour renforcer l'attractivité financière de Paris - Les Echos

Encouragé par l'implantation de nombreuses banques étrangères dans l'Hexagone après le Brexit, le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a dit ce lundi souhaiter l'adoption de nouvelles mesures pour attirer plus de groupes financiers en France. Il veut également relancer les travaux sur l'union des marchés de capitaux en Europe.

Le gouvernement veut continuer à faire de Paris la nouvelle place financière qui compte en Europe. Le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, a annoncé lundi, à l'occasion de la cérémonie des voeux organisée à Bercy, qu'une « loi sur l'attractivité financière de la France [allait être] présentée au Parlement au printemps 2024 ».

« Nous avons su tirer le plein parti du Brexit et attirer à Paris les plus grands établissements financiers de la planète », s'est félicité le locataire de Bercy, qui souhaite maintenant « conforter cette place ».

Depuis l'annonce de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, il y a sept ans, la France a séduit de grands groupes financiers, et notamment des banques de Wall Street, attirés par [une législation plus conciliante](#) sur le travail, et des mesures fiscales attractives. Au total, [environ 5.500 emplois ont été créés](#) dans l'Hexagone dans le secteur financier depuis le Brexit.

Renforcer la dynamique

« La politique du gouvernement a donné des résultats importants. Mais nous voulons aller plus loin pour renforcer cette dynamique, qui est aussi positive pour les finances publiques et la balance des paiements du pays », indique-t-on au cabinet du ministre.

Aucune précision n'a été donnée sur les mesures de la future loi. Des discussions sont en cours avec les acteurs de la place financière à Paris pour comprendre les facteurs déterminants dans l'installation d'acteurs étrangers. Bruno Le Maire lui-même s'est rendu [à New York](#) le mois dernier pour rencontrer des dirigeants de banques et de fonds d'investissement et écouter leurs desiderata.

Convaincu du nouveau rôle de Paris en tant que place financière, le ministre de l'Economie et des Finances souhaite également relancer l'union des marchés de capitaux, qui peine à se concrétiser malgré de nombreux travaux engagés depuis des années.

« La transition écologique et la réindustrialisation requièrent aujourd'hui des besoins d'investissements historiques, a déclaré Bruno Le Maire. L'Europe ne pourra relever ce défi sans mobiliser massivement l'épargne privée. Nous devons donc constituer une véritable équipe d'Europe de l'épargne et de l'investissement ».

Comité d'experts

Cela passerait notamment par l'établissement d'une véritable supervision européenne, à l'image de ce qui existe déjà pour le système bancaire avec la Banque centrale européenne (BCE). Pour faire avancer plus vite le projet, Bercy privilégie aussi la constitution d'un groupe moteur d'Etats membres, avec le concours de l'Allemagne notamment. « Nous allons changer de méthode, a insisté Bruno Le Maire. A Vingt-Sept, on n'y arrivera pas. »

Dans une tribune publiée fin décembre dans « Les Echos », les dirigeants des institutions de l'UE, dont Ursula von der Leyen et Christine Lagarde, plaidaient déjà pour « la mise en place d'une véritable union des marchés de capitaux pour mobiliser les financements privés ».

En France, une mission a été confiée à un comité d'experts, présidé par Christian Noyer, le gouverneur honoraire de la Banque de France, et composé de plusieurs dirigeants de la place, dont Delphine d'Amarzit, directrice générale d'Euronext Paris, Nicolas Calcoen, directeur général délégué d'Amundi, ou encore Anne Pointet, directrice générale adjointe de la Banque privée de BNP Paribas. Charge à ce comité d'identifier des actions concrètes et structurantes pour « nourrir le plan d'action européen ».

Romain Gueugneau

* * *

Pour adhérer à notre syndicat, il suffit de remplir et de renvoyer ce bulletin [adhesion-2024.pdf](#) accompagné du paiement correspondant.